

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



Existe-t-il encore une menace à l'Est ?

**Mémoire de géopolitique
du Chef de bataillon Didier CHALIFOUR
dans le cadre du séminaire
« La géopolitique de la Russie »**

Directrice : Melle Isabelle FACON

Chargée de recherche auprès de
la Fondation pour la Recherche Stratégique

Mars 2004

SOMMAIRE

INTRODUCTION

1 LA RECONSTITUTION D'UN BLOC A L'EST EST PLUS QU'IMPROBABLE.

- 1.1 L'EXPLOSION DU SYSTEME COMMUNISTE
- 1.2 L'EXPERIENCE DE LA COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS
 - 1.2.1 Une volonté défaillante
 - 1.2.2 Ambiguïtés et déclin de la Russie
- 1.3 UN INDENIABLE MANQUE DE COHESION
- 1.4 UNE REORIENTATION GENERALE VERS L'OUEST

2 POURTANT, FAUTE DE POUVOIR SAISIR PLEINEMENT L'ALTERNATIVE OCCIDENTALE, LA RUSSIE CHERCHE INDENIABLEMENT A RECOUVRER UNE INFLUENCE MAJEURE A L'ECHELON REGIONAL.

- 2.1 LIMITES A CET « ECLATEMENT ANARCHIQUE » DE L'EX-BLOC DE L'EST ET REDEFINITION D'UNE POLITIQUE REGIONALE
 - 2.1.1 Une barrière culturelle.
 - 2.1.2 Une stratégie d'influence sur l'étranger proche qui évolue et fait l'objet de nombreux calculs
 - 2.1.3 Des signes de reconstruction d'un ensemble cohérent à l'échelon régional
 - 2.1.4 Quelles limites à « l'influence régionale » ?
- 2.2 UNE FRUSTRATION EXACERBEE ET ENTRETENUE QUI ENCOURAGE LA DEMARCHE REGIONALE
 - 2.2.1 Des espoirs déçus
 - 2.2.2 Un Occident toujours méfiant voire offensif
- 2.3 UNE REDEFINITION DES FACTEURS DE PUISSANCE ET DE LA SPHERE D'INFLUENCE DE LA RUSSIE
 - 2.3.1 De Eltsine à Poutine : reprise d'initiative de la Russie ?
 - 2.3.2 Une politique étrangère mieux définie reposant sur l'habileté et la clairvoyance de Vladimir Poutine (post 11/09)

3 MAIS BIEN PLUS QUE LA RECONSTITUTION D'UN BLOC, CE SONT DES FACTEURS D'INSTABILITE INTERNES A LA RUSSIE QUI POURRAIENT A L'AVENIR REPRESENTER UNE MENACE A LA PAIX MONDIALE.

- 3.1 L'APPRENTISSAGE ET L'ESSOR DE LA DEMOCRATIE DANS LES PAYS DE L'EST SONT-ILS MENACES ?
 - 3.1.1 Un passif historique
 - 3.1.2 Un système politique contrôlé ne favorisant pas l'expression démocratique
 - 3.1.3 La « dictature de la loi ».
- 3.2 DES ENJEUX MAL MAITRISES ET UNE SOCIETE DESORGANISEE
 - 3.2.1 Les ambiguïtés de la société russe
 - 3.2.2 Une économie fragile qui ne permet pas d'envisager l'avenir avec grand optimisme
 - 3.2.3 La puissance des mafias
 - 3.2.4 Des impasses inquiétantes
- 3.3 LA DESHERENCE D'UN DEMI-SIECLE DE BIPOLARISME

CONCLUSION

INTRODUCTION

Le 14 mars 2004, les élections présidentielles en Russie ont confirmé de façon peu surprenante le succès de Vladimir Poutine. Au lendemain du suffrage, de grands éditoriaux français faisaient leur titre, non sans ironie, sur « l'adoubement du tsar Poutine par le peuple russe ». Cette image est bien évidemment caricaturale. Elle traduit néanmoins la crainte de nouveau perceptible d'assister à la reconstruction d'une Russie forte, unie et cohérente, ainsi que la menace du retour à l'Est d'un régime dont les valeurs démocratiques pourraient être contestées.

Cette inquiétude est-elle légitime ? La restauration de l'autorité de l'Etat, prônée par le président Poutine, pourrait au contraire apparaître comme un gage de stabilité en Russie.

La question de savoir s'il persiste une menace à l'Est reste donc opportune, si l'on considère que la « verticale du pouvoir » actuellement mise en place n'est pas sans rappeler les heures sombres du régime soviétique.

Afin de répondre à cette question, les facteurs de puissance de la Fédération de Russie seront analysés sous deux angles : celui des relations internationales et celui de la politique intérieure. Au regard de l'évolution de la politique étrangère russe et des relations entretenues avec les anciennes périphéries, il s'agira donc de déterminer le degré d'implication de Moscou dans la volonté de reconstruire un ensemble structuré à l'Est, pouvant s'opposer à l'expansion de l'Alliance Atlantique. Il conviendra également de mesurer les risques engendrés par une société russe particulièrement désorganisée.

A l'évidence, la reconstitution d'un bloc à l'Est est plus qu'improbable, l'explosion du système communiste ayant encouragé l'expression de revendications nationalistes et consacré l'attrait des valeurs libérales. Pourtant, faute de pouvoir saisir pleinement l'alternative occidentale, la Russie cherche indéniablement à recouvrer une influence majeure à l'échelon régional. Mais surtout, bien plus que la reconstitution d'un bloc, ce sont des facteurs d'instabilité internes à la Russie qui pourraient à l'avenir menacer la paix mondiale.

Ainsi, après avoir analysé les causes et conséquences de l'effondrement du système soviétique, la présente étude démontrera combien il importe à la Russie de conserver un rôle incontournable de puissance régionale. Elle mesurera enfin la menace que représentent la radicalisation de la vie politique et l'extrême fragilité de la société russe.

1 La reconstitution d'un bloc à l'Est est plus qu'improbable.

L'effondrement du système soviétique a profondément modifié les rapports de force sur la scène géopolitique internationale. Cette idée constitue un lieu commun tant le bouleversement a été flagrant aux yeux du monde, tandis que les relations étatiques, les débats d'idées et la perception de la menace étaient perçues sous une forme bipolaire.

Pour autant, les conséquences de cette évolution ne concernent pas simplement les rapports entre les grands. Au sein de l'ex bloc communiste, les liens de subordination vis à vis de Moscou ont été remis en cause et les relations entre la Russie et ses anciens partenaires redéfinies à travers la naissance de nouveaux Etats.

L'effet de masse omniprésent dans le système soviétique, aussi bien matériel que structurel, constituait le principal ressort de la menace en période de guerre froide. La doctrine militaire se déclinait en terme de « rouleau compresseur », tandis que la géopolitique ne s'envisageait à l'Est qu'à l'unisson, au sein d'une structure compacte, impressionnante et hermétiquement fermée.

Certes le jugement a été rendu et la victoire du camp occidental consacrée, mais l'impact de cette expérience soviétique sur plusieurs générations est tel qu'aujourd'hui encore, la démarche consistant à mesurer le risque de reconstitution d'un bloc sur les vestiges de l'ex URSS reste opportune et légitime. Entre un inévitable sentiment de frustration à l'Est né de la perte du statut de superpuissance mondiale et la crainte à l'Ouest de revivre un partage du pouvoir provoquant l'inconfort d'une paix précaire, la question prend en effet tout son sens.

Il est peu probable aujourd'hui qu'un bloc se reconstitue dans les termes de ce que fut l'Union soviétique. Pour en juger, il est néanmoins indispensable d'étudier préalablement ce qui en constituait le ciment et les raisons de son effritement, afin d'envisager le plus objectivement possible la menace actuelle.

1.1 L'explosion du système communiste

A l'issue de la seconde guerre mondiale, le partage du monde a été consacré lors des conférences de Yalta et de Postdam. Dans le camp soviétique, l'obsession sécuritaire à l'encontre du monde capitaliste possédant l'arme atomique avait conduit à la création d'un glacis protecteur au sein duquel Moscou imposait des gouvernements qui lui étaient subordonnés. La présence de l'Armée rouge, consécutive à la fin du conflit mondial, a lourdement contribué à la mise en place de coalitions fantoches dominées par les communistes initialement minoritaires. Le coup de Prague en février 1948 en est l'illustration.

Dès lors, le contrôle des pays constituant le glacis s'effectuait sous trois angles : politique, économique et militaire. Le Kominform permettait de s'assurer que la voix de Moscou était relayée sans interprétation, le COMECON entérinait la planification de l'économie, la nationalisation des moyens de production et la collectivisation des terres, tandis que le pacte de Varsovie organisait la défense du bloc.

Chacun de ces trois piliers s'est effrité, mais la question de la réversibilité de cette évolution reste cependant opportune.

Le communisme n'a pas résisté aux effets destructeurs de la censure et de la privation des libertés, ce qui ne saurait constituer une réelle surprise si l'on considère que l'URSS s'est bâtie dès les premières heures sur un « communisme à géométrie variable ». A l'opposé de l'Albanie qui, refusant la déstalinisation en 1953, s'était volontairement ancrée dans un marxisme-léninisme ultra orthodoxe, les cas yougoslave, roumain, hongrois et polonais témoignent de déviances originelles visant à contester la fidélité absolue imposée par Moscou.

L'Armée rouge ensuite n'a pu, sans réelle volonté politique et faute de moyens, résister à cet élan d'autonomie dans les anciennes républiques. Elle constituait pourtant dès la fin du second conflit mondial le plus fort vecteur de puissance de l'Union soviétique. De ses implantations ont dépendu le tracé même des frontières européennes en 1945. Aussi fut-elle également la première à subir les effets de ce que d'aucuns ont pu appeler en Occident les « dividendes de la paix ». Concurrencée par la création de forces armées locales, délaissée par Moscou affairée à des tâches d'intérêt immédiat, elle s'est à son tour effritée. Matériels peu entretenus, soldes non versées, corruptions, l'Armée rouge est rapidement devenue l'ombre de ce qu'elle représentait.

Mais surtout, c'est l'effondrement du système économique soviétique qui a accéléré la désagrégation de l'URSS. Mikhaïl Gorbatchev pensait initialement pouvoir sauver l'idéologie communiste en modernisant la politique et en libéralisant l'économie.

L'économie de planification rigide avait en effet contribué à creuser le fossé entre l'Est et l'Ouest en matière de niveau de vie moyen et de mobilité des biens. Il a donc fallu créer au plus tôt des marchés, mettre en place un système bancaire efficace, en prenant exemple sur le modèle occidental. Mais de grandes difficultés économiques ont immédiatement accompagné les mouvements de réforme. La vague de privatisations, chaotique et incontrôlée, et les premières formes d'échanges ont provoqué une flambée des prix sans précédent, enrichissant certains notables opportunistes et appauvrissant une grande partie de la population. A l'inverse de son objectif initial, la Perestroïka a dès lors inéluctablement consacré le déclin du système soviétique.

Atteinte sur les fronts politique, économique et militaire, l'URSS se disloque brutalement en 1991, peu après que la chute du mur de Berlin ait entériné l'image d'un système à bout de souffle. La Russie qui était au cœur de l'édifice soviétique crée alors à Minsk le 08 décembre 1991 la Communauté des Etats Indépendants (CEI) avec l'Ukraine et la Biélorussie, ersatz d'union aux structures indécises, que rejoindront par obligation les républiques d'Asie centrale lors de la rencontre d'Alma Ata le 21 décembre puis plus tardivement la Géorgie.

1.2 L'expérience de la Communauté des Etats Indépendants

1.2.1 Une volonté défaillante

Composée de 12 des 15 états qui composaient l'URSS, la CEI n'a pourtant jamais pu être considérée comme un vrai bloc de substitution, faute d'homogénéité et surtout de volonté commune. Perçue dès sa création comme une institution devant permettre à la Russie de continuer à contrôler à distance les anciennes républiques, certains Etats ont tenu à s'en affranchir au plus tôt, privilégiant les accords bilatéraux ou multilatéraux aux accords communautaires.

Aucun des trois piliers de l'ex URSS n'a survécu à travers la CEI.

Le volet politique en effet a été mis à mal par la volonté immédiate de certains Etats à clamer leur indépendance. Sur le plan économique, tandis que Moscou devait déterminer la

masse monétaire en roubles pour les gouvernements de la communauté, l'Ukraine, la Biélorussie et la Géorgie ont rapidement créé leur propre monnaie. L'aspect militaire enfin a consacré le manque de cohésion de l'édifice. Six républiques seulement accepteront en effet de signer un pacte de sécurité commune tandis que des armées nationales seront créées en Ukraine, en Moldavie et en Géorgie. Il faut admettre que les forces armées sont les dernières à avoir subi la désintégration de l'espace soviétique, mais la défense «d'un espace militaire stratégique commun », décrit dans l'acte fondateur de la CEI, n'était pas fédérateur au point de balayer les aspirations nationales. L'exemple du contentieux russo-ukrainien sur la propriété de la flotte de la mer Noire illustre ce fait. Ce n'est qu'en 1997 qu'une solution de compromis a pu être trouvée. Cela montre combien l'impartialité de la Russie et de ses forces armées était mise en doute.

Les Etats indépendants ont donc participé à cette communauté sans conviction ni volontarisme, redoutant bien au contraire une résurgence des ambitions impérialistes de la Russie. Dès lors, il devenait impossible de coordonner les intérêts d'Etats ne désirant pas déléguer leurs compétences à une instance supérieure.

Par ailleurs, la perte d'influence de la Russie et l'incapacité à régler des problèmes régionaux majeurs ont entériné la faiblesse de la CEI. L'absence de réponse au différent opposant l'Azerbaïdjan à l'Arménie, la Géorgie à l'Abkhazie ou au problème des séparatistes islamistes en Ouzbékistan a constitué une véritable démonstration d'impuissance de la communauté.

1.2.2 Ambiguïtés et déclin de la Russie

De plus, la Russie s'est comportée de façon surprenante les trois années qui ont suivi la chute du mur de Berlin.

L'effondrement économique de l'Union soviétique avait très logiquement affecté la Russie, plongeant le pays dans une crise financière et budgétaire sans précédent. Boris Eltsine s'est alors entouré « d'occidentalistes radicaux » souhaitant relever la Russie au plus tôt, faisant table rase du passé soviétique, et « entrer de plain-pied dans les rangs du monde civilisé ». La priorité de Moscou s'est aussitôt reportée sur elle-même dans le but de sortir d'une situation économique catastrophique, après une « thérapie démocratique de choc de quelques mois ».

On devine alors le paradoxe entre la volonté de créer une CEI pilotée par Moscou et l'économie des efforts concédés au profit de l'ancien espace soviétique. Nul doute que ce

comportement ambigu aura contribué à encourager les velléités indépendantistes des états membres.

La Russie enfin a subi un net recul sur la scène internationale, affectant indubitablement son autorité sur ses périphéries et affaiblissant le crédit de la communauté.

Trois événements majeurs stigmatisent cette perte d'influence. La guerre du Golfe tout d'abord où la Russie s'illustra principalement par son absence, capitulant véritablement devant la volonté américaine. Le conflit yougoslave ensuite, qui ne permit pas à la Russie de témoigner d'une grande capacité d'influence. Elle resta en effet très effacée et se contenta d'un discours diplomatique pro-serbe d'usage. L'intervention de l'OTAN enfin en 1999, qui a consacré l'idée que des règlements de situations de crise majeurs pouvaient être entrepris sur la scène mondiale sans la participation et l'avis de la Russie.

1.3 Un indéniable manque de cohésion

La perte d'influence de la Russie sur la scène internationale a donc réveillé l'expression de nationalismes frustrés par les nombreuses années de tutelle soviétique et encouragé de nombreuses républiques dans leur quête d'autonomie à l'égard de Moscou. Ce phénomène semble condamner l'éventualité de voir se recréer dans un futur proche une communauté soudée dans la continuité de ce que fut l'ex bloc de l'Est. Cette idée est par ailleurs accentuée par le fait que la traditionnelle « solidarité slave » apparaît aujourd'hui comme un mythe devant les intérêts géopolitiques de chaque pays membre.

On s'aperçoit en effet que Moscou a tenté à plusieurs reprises, en Ukraine comme au Kazakhstan, de jouer la carte du soutien aux minorités russes orthodoxes pour continuer à asseoir son autorité sur les gouvernements de ces pays. Mais chaque fois, l'intervention russe n'a pas été menée jusqu'à son terme, faute d'une volonté appuyée au delà des discours d'usage. Le syndrome impérialiste que l'on reproche souvent à la Russie sous prétexte de cohésion culturelle slave est donc plus que critiquable dans les faits. Dans le monde post-soviétique, on constate au contraire la frilosité de Moscou à s'engager dans des relations trop contraignantes politiquement et économiquement avec d'autres Etats, au sein même de sa traditionnelle sphère d'influence.

La sécession des pays baltes illustre cette idée. La Lituanie, l'Estonie et la Lettonie se sont prononcées massivement pour l'indépendance, en dépit de la démonstration de force tentée par Moscou à travers l'envoi de troupes chargées de protéger les minorités russophones. Elles se sont ensuite dotées d'une monnaie nationale au mépris des sanctions exercées relatives à la fourniture de matières premières.

On constate donc que si la protection des minorités russophones a pu constituer un moyen de pression traditionnel de Moscou à l'égard des Etats périphériques, elle ne suffit pas à justifier à elle seule une ingérence plus musclée. Elle s'inscrit parmi les rouages d'influence de la fédération de Russie, mais au même titre que la dépendance énergétique ou toute autre pression d'ordre économique.

Sur le propre territoire de la fédération de Russie enfin, on peut admettre que le pétrole et les différents oléoducs qui traversent la république de Tchétchénie possèdent un intérêt stratégique plus déterminant que la menace culturelle représentée par l'influence des forces islamistes stationnées au Daghestan.

1.4 Une réorientation générale vers l'ouest

L'éclatement de l'Union soviétique a été consacré par la volonté de nombreux pays d'Europe centrale et orientale (PECO) de se rapprocher de l'Europe occidentale. Cette démarche s'est exercée sous deux angles : l'adhésion à l'OTAN et l'intégration à l'Union européenne.

L'armée rouge représentait sans nul doute le facteur de puissance majeur de l'empire soviétique. Elle représentait le pilier le plus stable de l'Union, disposant d'une certaine autonomie décisionnelle et d'une influence considérable. Le projet consistant à s'affranchir de la tutelle russe en matière de défense constituait donc pour de nombreux pays d'Europe centrale un défi particulièrement difficile à atteindre, mais lourd de symboles quant à l'obtention de leur indépendance.

Dès 1990, l'ex RDA a intégré l'Alliance atlantique, la Pologne, la République Tchèque et la Hongrie ne rejoignant qu'en 1999. Cet effort d'intégration de la part de l'OTAN fut immédiatement lourd de conséquences en terme de géopolitique, même si l'efficacité militaire ne saurait être véritablement obtenue qu'après de nombreuses années. Les normes otaniennes

impliquent en effet une remise à niveau des procédures, des moyens de transmissions et une standardisation de l'armement qui ne sauraient être réalisés dans de brefs délais. Mais au-delà de l'aspect militaire enfin, cette intégration a indéniablement eu pour effet de favoriser l'entrée de ces pays dans l'Union Européenne (UE).

Cette dernière en effet constitue le stade d'évolution ultime pour ces pays, perçue comme un pôle de stabilité politique et de prospérité économique.

En contrepartie d'une adhésion aux valeurs occidentales, l'UE a adressé aux PECO les quatre cinquièmes de son budget d'aide aux anciennes démocraties populaires. Ce soutien s'est réalisé pour l'essentiel autour de trois programmes et organismes majeurs : le PHARE¹, le projet TEMPUS consacré à la mobilité des étudiants et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD²).

A l'inverse des PECO, la position de la Russie sur ces questions est plus délicate. Ce sujet fera l'objet d'un plus large développement dans les parties suivantes, mais il est utile d'indiquer dès à présent l'aspect inéluctable du rapprochement de Moscou avec les grandes institutions occidentales.

Dans le domaine économique, la Russie est par exemple tenue de concentrer ses efforts sur la voie de l'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Elle est en effet parfaitement consciente du fait qu'elle ne saurait évoluer autrement qu'en ouvrant son économie au marché mondial et aux règles de libre échange. Cette démarche, indispensable pour attirer les capitaux et investissements étrangers, est attisée par la proximité de la Chine, récemment intégrée à l'OMC, qui pourrait à terme accroître son influence dans cette région du globe. Il est en revanche plus difficile pour la Russie d'envisager la voie européenne, car elle ne peut s'astreindre à respecter des normes commerciales pour lesquelles elle n'aurait pas été consultée.

A l'inverse, en matière de politique étrangère, la Russie de Poutine enfin témoigne d'une volonté d'ouverture accrue vers l'Europe. Après la crise du Kosovo et dans le but de compenser les avancées de l'OTAN, elle a nourri de grands espoirs sur la politique européenne de sécurité et de défense (PESD), mais cette dernière évolue peu.

¹ Pologne Hongrie Assistance à la Reconstruction Economique

² créée en mai 1990 et basée à Londres.

L'effondrement de l'Union soviétique, l'échec de la CEI, la réorientation politique et économique des anciennes républiques en direction de l'Ouest sont tels qu'il est peu probable aujourd'hui d'envisager la reconstitution d'un bloc semblable à celui qui s'opposait à l'Occident dans les années de guerre froide. La perte d'influence de la Russie et le manque de cohésion des peuples slaves a sonné le glas du régime soviétique. A la question de savoir s'il existe encore une menace à l'Est, il n'est donc pas raisonnable d'imaginer que l'URSS pourrait renaître de ses cendres.

Il n'en demeure pas moins qu'il est possible de nuancer ces propos en considérant les évolutions politiques d'une fédération de Russie décidée à concentrer ses efforts sur les relations avec son « étranger proche », en vue d'asseoir son statut de puissance régionale à défaut de concurrencer l'hyper puissance des Etats-Unis.

- 2 Pourtant, faute de pouvoir saisir pleinement l'alternative occidentale, la Russie cherche indéniablement à recouvrer une influence majeure à l'échelon régional.

La volonté impérialiste de la Russie visant à reconstruire un bloc à l'Est est donc mise à défaut. L'étude serait pourtant incomplète si l'on passait sous silence les limites à cet éclatement des anciennes républiques soviétiques. Il convient en effet d'apporter un certain nombre de nuances aux propos tenus en concédant quelques spécificités au peuple russe et en s'intéressant plus particulièrement aux évolutions récentes de la politique étrangère de la Fédération de Russie. Celle-ci tend en effet à reconquérir une influence régionale, de façon moins agressive et plus rationnelle à destination de ses voisins, s'appuyant sur une déception réelle née de la frilosité de l'Occident à s'ouvrir aux pays de l'Est et d'une méfiance réciproque toujours d'actualité.

- 2.1 Limites à cet « éclatement anarchique » de l'ex-bloc de l'Est et redéfinition d'une politique régionale

La politique de Moscou à l'égard de son étranger proche est très évolutive et semble aujourd'hui beaucoup plus raisonnée.

- 2.1.1 Une barrière culturelle.

Il est important de ne pas tomber d'un cliché dans un autre. On a dénoncé en effet la pertinence du thème de la protection des minorités russophones qui apparaissait, pour Moscou, comme un prétexte d'ingérence. Il n'en demeure pas moins qu'au sein des pays de l'ex-bloc soviétique, la culture, la langue et la religion sont des marquants très forts, parfois peu compatibles à l'intégration européenne.

L'« étranger proche » de la fédération de Russie demeure soudé dans une culture eurasiennne fondamentalement différente du modèle occidental qui leur est proposé en Europe

de l'Ouest. Cette idée peut paraître stéréotypée, il demeure qu'elle est aujourd'hui encore partagée par de nombreuses élites politiques et militaires russes (annexe 2).

La géographie de la Russie accentue par ailleurs le sentiment d'appartenance à une entité particulière au carrefour de l'Asie et de l'Europe. L'immensité territoriale de ce pays au centre du continent a toujours été à la fois un atout, une contrainte et une gêne, et continue inévitablement d'influencer la mentalité russe. Le sentiment de vulnérabilité, né d'un pays aux frontières faciles à franchir et à l'accès aux mers plus que contrarié, a toujours conditionné les modes de pensée dans leur approche des relations internationales. Cette notion ne signifie pas que la Russie est déterminée à s'engager de façon immuable dans des politiques expansionnistes pour créer et contrôler ce glacis protecteur qui lui fait défaut. Il n'en demeure pas moins que toute politique étrangère russe subit l'influence de ces idées. Dès lors, il n'est pas surprenant que Moscou, après avoir concédé l'indépendance de nombreuses républiques, continue d'exercer un regard particulier sur ses périphéries immédiates.

2.1.2 Une stratégie d'influence sur l'étranger proche qui évolue et fait l'objet de nombreux calculs

La Russie dans un premier temps, en 1991 et 1992, a témoigné d'un occidentalisme aussi étonnant qu'inconsidéré. Il était d'ailleurs paradoxal de voir se conjuguer dans le même moment l'espoir de créer à travers la CEI un substitut de communauté visant à prolonger la mainmise de la Russie sur ses anciennes périphéries, et cette politique de repli sur soi qui devait lui permettre de d'entrer de plain pied « dans le monde civilisé, démocratique et libéral », sans se préoccuper grandement de ses voisins. La faiblesse de l'aide économique occidentale n'a cependant pas autorisé la « thérapie de choc » qu'étaient pourtant prêts à assumer les dirigeants russes. La politique russe concernant le « proche étranger » a dès lors évolué pour revenir sur des bases plus traditionnelles et rationnelles, l'intérêt retrouvé des pays d'Asie centrale revenant au premier plan de leurs considérations géostratégiques.

A l'opposé, l'Ukraine persistait dans la voie du non alignement, et l'on devine que la cohésion de la CEI ne pouvait être réelle sans l'adhésion affirmée de cette région considérée comme le berceau européen de la Russie.

Cet épisode atypique dans l'histoire récente de la Russie témoigne du trouble et des incertitudes qui ont régné dans l'immédiate période d'après guerre froide. Il stigmatise également les espoirs déçus et le manque de cohésion des anciens pays soviétiques. Il marque

enfin le tournant d'une politique étrangère russe qui a dès lors pris le parti de consolider une assise régionale forte sur ses voisins les plus proches, parallèlement à une politique d'ouverture calculée sur les Etats plus lointains ayant fait le choix atlantique.

2.1.3 Des signes de reconstruction d'un ensemble cohérent à l'échelon régional

Plutôt que de jouer la carte d'une CEI à laquelle elle ne croyait plus vraiment, la Russie s'est donc investie dans la reconstruction de partenariats privilégiés sur des bases bilatérales. La reprise d'intérêt concernant l'étranger proche ne s'explique donc pas par la renaissance de pulsions impérialistes mais plutôt par une démarche d'opportunité et d'efficacité raisonnée.

Il est cependant nécessaire de nuancer ces propos. Il serait erroné de passer sous silence l'influence des militaires dans ce revers et la persistance, après une période d'optimisme débridé, de cette crainte profondément ancrée d'être isolée et encerclée.

C'est en effet fortement appuyée par les forces armées, qui insistaient pour que soient maintenues la majeure partie des bases implantées sur l'ancien espace soviétique, que la Russie déclare officiellement, dès le début de l'année 1993, le proche étranger comme sa première priorité politique internationale. Le 28 février 1993, le président Eltsine demandait même aux Nations unies que soient accordés à la Russie « des pouvoirs spéciaux comme garante de la paix et de la stabilité sur le territoire de l'ex-URSS ».

Il est donc indéniable que dès 1993, la Russie a témoigné la volonté de reconstruire un espace dans lequel elle apparaîtrait comme un acteur incontournable. Pourtant, une fois encore, il importe de préciser que cette démarche n'est pas simplement le fruit de la rémanence d'un syndrome impérialiste enfoui. Elle souligne plutôt la volonté de Moscou de consolider un ensemble cohérent assurant à la Russie un rôle majeur de puissance régionale sur ses périphéries directes, tout en entretenant des relations privilégiées et intéressées avec les anciennes républiques ayant fait le choix de l'Occident.

2.1.4 Quelles limites à « l'influence régionale » ?

Si l'on peut admettre la légitimité historique et géopolitique de la Russie en qualité d'acteur principal de la région, il est intéressant de s'inquiéter des limites acceptables quant à la possibilité pour Moscou de s'ingérer dans la gestion des Etats périphériques.

Pour convaincre l'Ukraine d'adhérer plus spontanément à la CEI, la Russie en effet n'a pas hésité à ressortir ses vieux leviers d'influence dignes de l'époque soviétique. La manipulation des conflits interethniques en faisait partie, avec par exemple le développement d'un mouvement séparatiste russe en Crimée en 1993.

De même, pour effacer l'affront de l'enlèvement militaire en Tchétchénie et dans le but de remporter l'élection de 1996, Eltsine a choisi de miser sur la portée d'un discours très favorable à la reconstruction de l'ancien espace soviétique, allant même jusqu'à recréer une « communauté des républiques souveraines », dont l'acronyme russe (CCP) rappelait le sigle de l'Union (CCCP). Dans le même esprit, une nouvelle union douanière baptisée « Communauté des Etats intégrés » était créée.

Il est intéressant de préciser que ces deux nouvelles structures n'étaient pas cette fois le simple fait de la volonté de Moscou. Le Belarus était à l'origine des travaux de création des deux communautés, acquis à l'idée qu'il était indispensable de redonner une impulsion nouvelle à l'union des pays de l'Est, la CEI ne parvenant pas à susciter et à coordonner les efforts de chacun. Ce projet pourtant a très rapidement montré ses limites. Le Belarus aurait souhaité la création d'un nouvel Etat qu'il aurait dirigé à parts égales avec les autorités russes. Dans les faits, il devenait une sorte de protectorat de la Russie, au sein d'une communauté aux structures bicéphales et aux pouvoirs limités.

Il convient donc de souligner les limites au renouveau de l'influence régionale de la Russie à travers ces deux exemples antagonistes. Les relations de Moscou avec l'Ukraine et le Belarus s'opposent, le premier Etat demeurant soucieux de s'affranchir de l'autorité russe, tandis que le second aspirait à la reconstruction d'une structure communautaire avancée. Dans les deux cas pourtant, on constate que la Russie a eu tendance à retomber dans certaines de ses vieilles ornières, cherchant à influencer par la manipulation ou à phagocyter son propre allié. A la fin des années 90 et jusqu'à l'avènement de Poutine, l'effort porté sur les relations avec le proche étranger a donc traduit une volonté néo-impérialiste dans le but d'asseoir une hégémonie régionale par défaut.

La reconstruction du bloc soviétique n'en était certainement pas l'objectif. Il s'agissait plutôt d'une réaction défensive voire désespérée, devant l'impuissance de la Russie à contrecarrer l'élargissement de l'OTAN et à endiguer l'effondrement de son économie.

Les ressorts de cette démarche résidaient donc essentiellement dans la douleur de ne plus être considéré comme un acteur majeur de la scène internationale, d'autant que cette frustration semblait nourrie et entretenue à l'Ouest.

2.2 Une frustration exacerbée et entretenue qui encourage la démarche régionale

2.2.1 Des espoirs déçus

La Russie a très mal supporté le fait de ne plus bénéficier de ce rapport privilégié « de grand à grand » qu'elle entretenait en période de guerre froide avec les Etats-Unis. La rémanence du sentiment d'avoir appartenu à une grande puissance conditionne de façon considérable la politique internationale de Moscou.

Certes le bloc soviétique a été vaincu, mais on peut comprendre l'extrême humiliation ressentie devant la vulnérabilité politique et surtout économique à l'égard de l'Occident, consécutive à son effondrement.

Cette idée est accentuée par le fait que les efforts fournis en terme de démocratisation, d'ouverture à l'économie de marché, sont particulièrement mal récompensés. Il faut convenir en effet qu'après la période d'optimisme pro-occidental décrite précédemment, la réalité persistante des difficultés économiques a considérablement affecté l'enthousiasme des anciens pays de l'Est, d'autant que l'aide attendue n'était pas au rendez-vous.

L'attitude de l'OTAN par exemple, concernant le rapprochement avec les pays de l'Est, a été ambiguë voire méprisante dans certains cas. Dans le cadre du Partenariat pour la paix, certains pays d'Asie centrale dont la volonté de s'affranchir de la tutelle de Moscou était plus qu'évidente, se sont très fortement engagés aux côtés des Etats-Unis. Contribuant de cette manière à la perte d'influence de la Russie dans la région, ils attendaient en contrepartie un soutien économique majeur de la part de Washington. Il n'en fut rien. Bien au contraire, Madeleine Albright lors d'une visite en Ouzbékistan en mars 2000, fonda son discours sur des réprimandes concernant le respect des droits de l'homme, sans apporter de réponses aux espoirs ouzbeks très concrets d'aide financière. Il en a résulté une frustration sans bornes qui, par la suite, a sans doute contribué à rapprocher l'Ouzbékistan de la Russie.

Sur le plan diplomatique ensuite, la Russie a mal supporté le fait que les efforts consentis après le 11 septembre 2001 ne soient pas récompensés. Après avoir mené une campagne diplomatique de lutte contre l'élargissement territorial des bases de l'OTAN, elle a révisé sa position pour offrir son soutien à Washington dans la lutte contre le terrorisme. Elle espérait obtenir en retour un appui des Etats-Unis quant à son adhésion à l'OMC et la légitimité de son action en Tchétchénie. Une fois encore il n'en fut rien.

On distingue donc les deux leviers qui ont participé à l'éclosion de rancœurs vis à vis du camp occidental : la faiblesse des aides apportées et l'incertitude quant à la volonté réelle des Etats-Unis et de l'Europe de l'Ouest d'intégrer ses anciens adversaires.

Au regard du manque de souplesse dans le discours diplomatique à destination de ces pays, on peut en effet s'interroger sur le degré de confiance que l'Occident est prêt à concéder dans sa démarche de réconciliation.

De même, la répartition extrêmement sélective des aides adressées aux pays de l'Est témoigne davantage de calculs d'intérêts que d'une volonté réelle et bienfaitrice de reconstruire les anciennes économies soviétiques.

Nul doute enfin qu'au delà de toute considération politico-stratégique, l'UE a développé un réflexe d'autoprotection visant à protéger son marché intérieur et contrôler ses frontières. L'intégration des PECO en effet a fortement inquiété les puissances européennes quant au risque de subir des flux migratoires importants et de voir exploser le budget communautaire. L'application de la politique agricole commune, l'arrivée massive d'une main d'œuvre peu qualifiée et bon marché, la pérennité et le respect des critères d'entrée à l'UE étaient autant de sources d'inquiétude. L'intégration massive des PECO que certains ont baptisé « big bang » risquait ainsi de multiplier les sources d'instabilité aux portes d'une Europe toujours en cours de construction. Il n'est donc ni surprenant que les pays d'Europe occidentale se soient montrés prudents dans leurs efforts d'intégration, ni que les pays prétendants aient vécu comme une injustice ce frein à leur adhésion.

2.2.2 Un Occident toujours méfiant voire offensif

On devine souvent en effet, au travers des relations russo-américaines, une crainte occidentale à peine exprimée mais omniprésente que la Russie redevienne à terme un concurrent sur la scène internationale.

Par ailleurs, il est intéressant de constater que cette méfiance est partagée par les deux camps. Si la Russie dénonce en effet une tendance anti-russe systématique dans les écrits américains, les Etats-Unis quant à eux n'hésitent pas à soutenir tout Etat de la CEI aspirant à davantage d'indépendance vis à vis de Moscou.

Sous prétexte d'intégration au processus de Partenariat pour la Paix par exemple, et dissimulant mal des intérêts certains pour les ressources énergétiques de la mer Caspienne, les Etats-Unis ainsi que l'Europe de l'Ouest ont particulièrement encouragé le GUAM³.

Il convient en effet de reconnaître que le soutien occidental à cette association poursuivait un double but : influencer sur le tracé des oléoducs pour désenclaver l'Asie centrale et le Caucase en évitant la Russie, mais aussi réduire l'influence russe dans l'espace de la CEI.

Le comportement de l'Alliance atlantique vis à vis de la Russie stigmatise quant à lui le paradoxe entre la volonté d'offrir un modèle universel de sécurité commune, régi par des principes occidentaux triomphants, et la crainte d'admettre son ancien ennemi à ses côtés.

On constate en effet que l'OTAN n'a eu de cesse de consommer sa victoire en poursuivant sans interruption une politique visant à dénigrer l'influence de la Russie en qualité d'ancienne puissance régionale dominante.

Le sommet de cette attitude ambiguë a été atteint en mars 1999 lors de l'entrée en guerre des forces de l'OTAN au Kosovo. L'humiliation a été ressentie sur le plan régional si l'on considère que la Russie avait la prétention de redevenir une puissance européenne incontournable, mais également sur le plan mondial puisque le fait de contourner l'ONU a permis d'amoindrir l'importance de son rôle de membre permanent du conseil de sécurité.

Ce type de camouflets venant s'ajouter à la frustration de ne plus être considérée comme une grande puissance, il n'est pas surprenant que la Russie ait réagi de façon violente dans l'expression de sa « nouvelle doctrine stratégique ». Elle y décrit en effet l'OTAN en terme d'ennemi potentiel, lui associant une stratégie volontairement expansionniste, et s'autorise dès lors le recours éventuel à des frappes nucléaires préventives. Cet exemple peut paraître caricatural et d'un autre temps. Cependant, il traduit parfaitement deux ressorts essentiels de la géopolitique russe de l'époque : le sentiment de frustration vivement ressenti et exacerbé par les

³ Sous ensemble de la CEI réunissant la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldova, prétendant entretenir des relations économiques privilégiées et s'affranchissant de la tutelle de la Russie.

diplomatie occidentale, et le recours désespéré au dernier véritable facteur de puissance, les forces armées et l'arme atomique. On comprend également que dans cet esprit, le maintien de bases russes au Tadjikistan ou au Kirghizistan revêtait un caractère symbolique fort. Cela permettait en effet de contribuer aux missions de maintien de la paix dans le cadre du traité de sécurité collective, de partager l'héritage de l'Armée rouge en terme de déploiement opérationnel des systèmes d'armes, mais aussi de faire contrepoids à l'expansion des forces de l'OTAN (annexe 1).

2.3 Une redéfinition des facteurs de puissance et de la sphère d'influence de la Russie

2.3.1 De Eltsine à Poutine : reprise d'initiative de la Russie ?

Face au manque de ferveur du camp occidental dans l'effort d'intégration des anciens pays de l'Est et devant la persistance des difficultés internes, la Russie a donc révisé les grandes lignes de sa politique étrangère. C'est ainsi que les relations avec l'OTAN par exemple ont considérablement évolué depuis 1997, dans une période charnière correspondant à la transmission de pouvoir de Eltsine à Poutine.

Jusqu'en 1996 en effet, la Russie a tenté, dans un effort désespéré, d'asseoir son influence sur ses périphéries par opposition au camp qu'elles pouvaient être tentées de rejoindre. En mai 1997, après avoir signé l'Acte fondateur des relations entre la Russie et l'OTAN, elle choisit au contraire une politique moins conflictuelle dans l'espoir de rassurer sur ses intentions et de privilégier un nouveau type de partenariat avec ses anciens satellites.

Immédiatement, ce choix de l'apaisement lui permet d'effacer les prétentions néo-impérialistes qui lui étaient attribuées. Il s'avère être le bon puisque en concédant l'immuabilité des frontières entre son pays et l'Ukraine, la Russie obtient dès 1997 la signature d'un traité d'amitié et de coopération lui permettant de régler le contentieux portant sur le maintien de sa flotte en Crimée et l'utilisation non exclusives des installations portuaires de Sébastopol.

En 1999 également, la Russie acceptera de retirer deux de ses bases en Géorgie pour illustrer sa volonté d'adhérer, à la demande de l'OSCE, au traité de réduction des forces conventionnelles en Europe.

Cette politique visant à convaincre plutôt qu'à contraindre s'avère donc efficace et témoigne d'un revirement majeur dans la politique étrangère russe. Elle illustre sans aucun doute une reprise d'initiative de la Russie sur la scène internationale. Il faut toutefois préciser que cette évolution s'est faite au prix de lourdes concessions en terme de « grandeur ». C'est en se résignant en effet à l'élargissement de l'OTAN et au triomphe du modèle occidental que la Russie, affichant un visage non hostile, a pu faire son retour.

Sur le plan économique enfin, l'évolution fut identique. Faisant face à ses problèmes avec plus de réalisme que de passion, la Russie a choisi de privilégier la géo-économie à la géopolitique, comme en témoigne le combat relatif aux tracés des oléoducs distribuant le pétrole de la mer Caspienne.

2.3.2 Une politique étrangère mieux définie reposant sur l'habileté et la clairvoyance de Vladimir Poutine (post 11/09)

Dès 1999, le président Poutine a permis d'améliorer de façon considérable les relations de la Russie avec l'ensemble de ses voisins, tant dans la partie européenne qu'en Asie centrale.

Avec pragmatisme et diplomatie, il est par exemple parvenu à resserrer les liens unissant la Russie à l'Ukraine dont on a vu précédemment qu'ils étaient incontournables à toute construction communautaire dans cette région. Bannissant du langage officiel l'appellation de « proche étranger », multipliant les visites à Kiev et participant même aux cérémonies du dixième anniversaire de l'indépendance de l'Ukraine, il est ainsi parvenu à donner à la Russie une image de pays stable, digne d'un certain crédit diplomatique à l'échelle internationale.

Mais surtout, ce rapprochement a valu à la Russie de retrouver une emprise économique considérable sur son voisin. Là où les tentatives d'intimidation, les manipulations avaient échoué, on constate qu'une diplomatie moins agressive a permis à Moscou d'asseoir une situation de quasi monopole sur le transit du pétrole en direction de l'Europe.⁴

Dans le même esprit, les grandes sociétés russes ont pu prendre le contrôle des principales alumineries ukrainiennes comme des entreprises de production d'armement.

⁴ En octobre 2002, un accord russo-ukrainien donne au monopole russe des oléoducs Transneft un droit de contrôle du transit pétrolier sur l'oléoduc ex-soviétique (droujba) qui traverse l'Ukraine vers l'Europe, permettant de

Malgré cela, il est important de préciser que l'Ukraine n'a toujours pas rejoint les organisations multilatérales de la CEI. L'idée de la reconstruction d'un bloc cohérent et soudé à l'Est n'est donc pas d'actualité, en dépit des réels succès diplomatiques remportés par la Russie et des multiples rapprochements régionaux. Toutefois, le fait de pouvoir de nouveau exercer une influence majeure et quasi incontournable sur les secteurs clés des ses voisins les plus proches, symbolise le retour au premier plan de la Russie sur la scène internationale.

En Asie centrale également, Vladimir Poutine a obtenu de nombreux succès contribuant au renforcement de l'autorité régionale de la Russie. Son action s'est essentiellement déroulée autour de la question ouzbek, le régime de Karimov étant sous la menace du terrorisme et du fondamentalisme musulman. L'habileté diplomatique de Poutine a permis d'introduire la notion d'intérêts communs et d'ouvrir la voie à une coopération militaire efficace. Le succès s'est révélé considérable puisque l'Ouzbékistan reconnaissait en 2001 la Russie comme « un garant digne de confiance du développement des pays d'Asie centrale pour assurer la paix et la stabilité dans la région ».⁵

Une fois encore, la concertation interministérielle s'est étendue au delà de la simple question militaire puisque les échanges économiques entre les deux pays se sont en effet considérablement multipliés.

Ces deux exemples des relations de la Russie avec l'Ukraine et l'Ouzbékistan témoignent d'une nouvelle approche, propre au gouvernement de Vladimir Poutine, de résoudre de vieilles oppositions dans la région en favorisant des relations bilatérales. Cette souplesse a permis d'adapter avec une grande efficacité la politique étrangère de la Russie à des problèmes ponctuels.

L'esprit communautaire n'a toutefois pas été totalement négligé. Il semble en définitive que la résolution de micro conflits, spécifiques et localisés entre les parties, a favorisé un climat d'apaisement généralisé, propice à la cohésion de l'ensemble des Etats membres.

Sur la question militaire, l'évolution du TSC⁶ témoigne par exemple du renouveau d'une certaine entente communautaire. En mai 2001, les chefs d'états s'accordaient à recréer trois

réglementer ou même d'exclure le passage du pétrole azéri qui pourrait arriver au port ukrainien d'Odessa.
(Source : « La Russie et son ex empire », Yann Bréault)

⁵ Visite de Karimov à Moscou du 03 au 05 mai 2001.

⁶ Traité sur la sécurité commune.

forces sur des secteurs de compétence correspondant aux trois anciennes grandes régions de l'espace soviétique⁷ et devant dépendre d'un commandement central unique (annexe 3).

Dans le domaine économique également, la création en octobre 2000 de la Communauté économique eurasiatique (CEE) symbolise cette relance communautaire à l'Est. Il est à noter qu'au sein de cette structure, la prédominance de la Russie est aujourd'hui reconnue par l'ensemble des membres. Deux règles illustrent cette idée. Le système décisionnel tout d'abord repose sur le principe des votes pondérés qui confère à la Russie un pouvoir majeur⁸. L'exécution des mesures adoptées ensuite revêt un caractère obligatoire pour l'ensemble des pays participants. Cette structure a immédiatement fait ses preuves puisque les échanges commerciaux entre les Etats membres ont augmenté de plus de 35%.

Mais surtout, c'est dans l'évolution de ses relations avec les Etats-Unis et l'OTAN que Vladimir Poutine a fait preuve d'une grande clairvoyance. A la suite des événements du 11 septembre 2001, il a compris en effet que l'Amérique blessée opérerait pour une politique étrangère radicale. Il a su dès lors collaborer et adapter sa politique au nouvel ordre mondial, concédant néanmoins la relégation de la Russie au rang de puissance régionale secondaire. Faute de jouer les premiers rôles, on peut toutefois convenir que la Russie a pu tirer profit de ce rapprochement. En acceptant l'extrême proximité de bases américaines dans sa sphère d'influence, elle a donné des gages d'équilibre de sa politique extérieure et obtenu en contrepartie une certaine liberté d'action dans le renforcement du traité de sécurité collective.

Il s'agit donc d'être très prudent dans l'analyse des rapports qui régissent les relations diplomatiques entre les anciennes républiques soviétiques. Sous l'impulsion de Vladimir Poutine, la Russie semble en effet avoir abandonné l'idée de concurrencer de façon directe les Etats-Unis. Elle entend en revanche compenser les concessions faites par l'affirmation de son rôle de puissance régionale, à travers l'apaisement et le raffermissement des liens qui l'unissent aux territoires et républiques de son étranger proche.

Il convient d'admettre que cette démarche est facilitée par la frilosité constatée de la part des puissances occidentales d'intégrer à leurs structures et même à leurs idées les anciens pays

⁷ 1 force de 3000 hommes Kazakhstan, Kirghizie, Tadjikistan et Russie dans le but de lutter contre « le terrorisme et l'extrémisme »

1 force de 1500 hommes Russie Arménie dans le Caucase

⁸ Russie 40%, Belarus 20%, Kazakhstan 20%, Kirghizie 10% et Tadjikistan 10%.

de l'Est. D'aucuns redoutent en effet que la reconstruction de la puissance économique de la Russie ne ressuscite à terme les ambitions hégémoniques de Moscou.

La question de savoir s'il faut s'inquiéter du retour au premier plan de la Russie dans sa sphère d'influence directe se pose donc en ces termes. Mais à l'inverse, il faut également se préoccuper des effets néfastes que ne manquerait pas de provoquer une frustration trop longuement entretenue.

L'analyse géopolitique des facteurs de puissance de la Russie ne peut se satisfaire de la seule étude de sa politique étrangère. La vie intérieure et les préoccupations de la société russe constituent des éléments majeurs dont pourraient dépendre la stabilité de la région et la paix mondiale.

3 Mais bien plus que la reconstitution d'un bloc, ce sont des facteurs d'instabilité internes à la Russie qui pourraient à l'avenir représenter une menace à la paix mondiale.

La Russie a compris l'impérieuse nécessité de reconquérir son influence internationale à partir de relations saines avec ses voisins les plus directs. Mais au delà de cette évolution dans la politique étrangère, le président Poutine a également entamé un effort visant à assainir le fonctionnement interne de la vie politique, économique et sociale au sein même de ses frontières. Cette démarche s'est traduite par une volonté farouche de restaurer l'autorité de l'Etat, afin que la Russie apparaisse de nouveau aux yeux du monde comme un pays stable et digne de crédit.

De sévères critiques pourtant accompagnent aujourd'hui son action. De nombreux observateurs demeurent en effet perplexes quant au caractère démocratique ou autoritaire du nouveau régime politique russe. Dans ce domaine, il convient d'admettre que la Russie subit un lourd passif historique et l'apprentissage de la démocratie ne saurait être aisé dans ce pays. Par ailleurs, la désorganisation de la société russe constitue un autre facteur aggravant qui, dans de nombreux domaines, pourrait générer à terme diverses sources d'instabilité pouvant menacer la paix mondiale.

3.1 L'apprentissage et l'essor de la démocratie dans les pays de l'Est sont-ils menacés ?

3.1.1 Un passif historique

La Russie, en dépit des efforts engagés dans la voie de la démocratisation et du libéralisme, continue de subir les conséquences d'un passé violent. Bien après l'effondrement du bloc soviétique en effet, de nombreuses actions de force ont rythmé la vie politique intérieure de la Russie. Il en résulte une certaine banalisation de ce type d'action antidémocratique que la société russe subit sans véritablement combattre.

Trois exemples permettent d'illustrer cette idée : le blocus du parlement en 1993, les élections législatives de 1999 et la succession de Boris Eltsine.

Lorsqu'en 1993 la Douma a refusé de prolonger les pouvoirs exceptionnels du président Eltsine, ce dernier a commandé le blocus de la « maison blanche » et obtenu par la force la reddition des députés. Il modifiait à l'issue de cette démonstration de force la constitution en vue de conforter ses pouvoirs.

De même, la vague d'attentats attribuée aux séparatistes tchéchènes en 1999 allait générer une réplique brutale des forces de sécurité russes, dont l'impact sur le scrutin fut déterminant.

Vladimir Poutine enfin a été coopté par son prédécesseur Boris Eltsine, en contrepartie d'un décret garantissant son immunité judiciaire.

Il semble donc que la CEI se soit construite sur des bases instables, et l'ouverture au modèle occidental ne pouvait dans ces conditions se réaliser dans des délais très brefs. La société russe quant à elle semble habituée à subir de façon passive ce type d'évènements et continue aujourd'hui encore à en supporter les conséquences.

L'héritage institutionnel de l'assaut contre la Maison blanche en 1993 se traduit en effet par la persistance d'un système peu favorable à l'expression de la démocratie. De ce fait, Vladimir Poutine a bénéficié dès son premier mandat d'un régime consacrant la domination du chef de l'Etat sur les autres institutions politiques fédérales. Il s'est ensuite appliqué à limiter les pouvoirs des gouverneurs, afin de s'assurer le contrôle du parlement et du conseil de la fédération, et d'entériner un système lui conférant la seule véritable capacité décisionnelle.

3.1.2 Un système politique contrôlé ne favorisant pas l'expression démocratique

Légitimes du fait de leur élection au suffrage universel, les gouverneurs de la chambre haute de l'assemblée⁹ pouvaient en effet contester le pouvoir du président. Vladimir Poutine leur a donc supprimé le droit de siéger au sein des principales institutions fédérales. Ils ont ainsi perdu la capacité à s'opposer de façon directe à la volonté du chef de l'Etat.

Désormais, la stratégie d'influence des élus se résume donc à la désignation de représentants, souvent issus des milieux d'affaire, mandatés pour défendre les intérêts des

⁹ Conseil de la fédération

régions. Or, il existe aujourd'hui un étonnant consensus dans les débats de ces différents groupes d'intérêt, renforçant la légitimité du chef de l'Etat au sein des élites dirigeantes.

Cette constatation permet d'introduire l'idée selon laquelle le président Poutine a su s'entourer aux postes clés des institutions de l'Etat de personnalités lui étant favorables.

Force est de constater en effet que nombre des principaux ministres compte parmi les anciens collègues du président.

C'est ainsi que Sergueï Ivanov, ministre de la défense, ou encore Nikolaï Patrouchev qui dirige le FSB¹⁰, comptent parmi les plus proches conseillers du président. Mais au-delà de ces figures emblématiques du pouvoir, de nombreux officiers de l'armée ou de la police secrète occupent des postes à haute responsabilité au sein des différents ministères, des districts fédéraux et des régions.

Dans le même esprit, on retrouve à la tête des hautes instances économiques du pays d'anciennes fréquentations du président, du temps où il était en charge des relations économiques extérieures de la mairie de Saint-Pétersbourg. Ces désignations au sein de l'administration et du ministère des Finances lui permettent d'asseoir son pouvoir. En contrepartie de leur adhésion aux volontés et décisions présidentielles, ces notables tirent profit de relations mieux définies et moins opaques entre l'Etat et l'économie privée.

Il apparaît donc que le retour à une certaine stabilité du pays passe aujourd'hui, sous l'impulsion de Vladimir Poutine, par la restauration de l'autorité de l'Etat. Cet effort toutefois se traduit au quotidien par la multiplication de mesures visant à conforter le pouvoir personnel du président. Les modifications à la constitution et les nominations au plus haut niveau de responsabilité de l'Etat de certains de ses proches incitent de nombreux observateurs à redouter l'avènement en Russie d'un « régime politique militarisé ».

3.1.3 La « dictature de la loi ».

Pour mettre en œuvre sa politique, Vladimir Poutine s'est engagé dans un ambitieux programme de réformes. Les ressorts de mise en œuvre rappellent toutefois de façon inquiétante les travers de l'époque soviétique. Ils concernent par exemple le recours à la force,

¹⁰ Service fédéral de sécurité, ex-KGB

l'intimidation, le contrôle des médias et des scrutins, l'annihilation des opinions divergentes et le culte de la personnalité du président.

La violence en effet est de nouveau au cœur de la vie politique russe. Elle constitue un vecteur de communication privilégié pour afficher la détermination du gouvernement. L'exemple le plus caractéristique demeure l'engagement de Moscou dans la résolution du conflit tchétchène et les incroyables déclarations d'intention du président Poutine¹¹. Mais au delà de l'effet médiatique, la destruction totale de la ville de Grozny et les actes de barbarie perpétrés dans le village de Samachki sont bien réels, et les slogans appelant à la « restauration de l'ordre constitutionnel » et à la « lutte contre le terrorisme international » peinent à les justifier.

Le recours à la force et l'intimidation font donc partie des modes d'expression traditionnels du gouvernement et semblent étonnamment correspondre à une attente de la société russe qui, à défaut de stabilité sociale et économique, se satisfait des valeurs nationalistes et sécuritaires véhiculées par le retour à un pouvoir fort.

Dans la vie politique également, les intimidations et autres démonstrations de force mettent en péril le débat démocratique.

Les assassinats politiques par exemple sont tristement fréquents, comme en témoigne la mort brutale du député libéral Sergueï Iouchenkov en avril 2003, suivie d'une campagne de dénigrement posthume savamment orchestrée par Moscou.

De façon plus banale mais s'inscrivant dans une démarche lourde de conséquences, la manipulation du processus électoral affecte l'essor démocratique de la Russie.

En amont, les instituts de sondages ont perdu leur indépendance. Réputé fiable et objectif, le VTsIOM¹² est en effet tombé en août 2003 aux mains de l'Etat, sous couvert d'une procédure de privatisation.

Viennent ensuite des fraudes électorales plus traditionnelles concernant la participation aux scrutins et leur surveillance.

La multiplication enfin de micro partis constitue une perversion plus subtile du système électoral. Elle consiste en effet à favoriser la dissémination des votes d'opposition au profit de petits groupes à l'influence réduite, dont on suspecte la création et l'appui par le pouvoir en place.

¹¹ « nous poursuivrons les terroristes tchétchènes jusque dans leurs toilettes »

¹² centre national d'étude de l'opinion publique

De même, la maîtrise de l'espace audiovisuel national a constitué sans nul doute une étape majeure dans la mise en œuvre de la politique présidentielle. Les arrestations de hauts responsables des médias et les interdictions arbitraires de certains canaux d'opposition ont interdit toute illusion de liberté de la presse sous le régime de Vladimir Poutine. La fermeture de TV6 en 2001, de TVS en 2003 et surtout l'incarcération de Vladimir Goussinski, patron du groupe médiatique indépendant Media-Most, stigmatisent la crainte nourrie par le gouvernement de laisser transparaître des opinions divergentes.

Enfin, il est intéressant de noter combien le culte de la personnalité du président Poutine prend aujourd'hui des proportions dignes de l'époque soviétique, mais adaptées aux règles récentes de l'économie de marché. La surmédiatisation du président est en effet accompagnée d'une politique commerciale que d'aucuns ont baptisé non sans ironie « marketing totalitaire ». Portraits, agendas scolaires à l'effigie de Vladimir Poutine, statuettes, de très nombreux accessoires permettent aujourd'hui de témoigner sa fidélité au régime en place. Indubitablement, cette dérive porte en elle les germes d'un retour aux vieux démons du passé qui ne saurait manquer d'inquiéter les observateurs internationaux.

Il apparaît donc que la Russie, en quête de reconnaissance internationale et de stabilité politique, ait opté pour un régime dont les méthodes n'encouragent guère l'essor du processus démocratique. L'administration Poutine affirme qu'il ne s'agit que d'une étape visant à restaurer l'autorité de l'Etat en Russie. Pourtant, si les aspirations impérialistes de la Russie ne représentent plus un facteur majeur d'inquiétude, les atteintes portées à la démocratie dans ce pays menacent de façon indirecte la paix mondiale. Cette idée est accentuée par le fait que la société russe, pauvre et désorganisée, constitue un terrain favorable à l'expansion de valeurs nationalistes et réactionnaires.

3.2 Des enjeux mal maîtrisés et une société désorganisée

3.2.1 Les ambiguïtés de la société russe

L'opinion publique russe nourrit aujourd'hui de nombreuses contradictions qui traduisent à la fois une certaine nostalgie de la gloire passée et la volonté de s'émanciper.

Elle espère en effet que son économie s'intègre au marché mondial, rêve de voyages à travers le monde, mais les difficultés financières et sociales la rappelle sans cesse aux valeurs anciennes et au protectionnisme de l'Etat. Après avoir souhaité dans les années 90 accéder à la « normalité occidentale », liée aux valeurs du libéralisme et de l'économie de marché, la population russe s'est donc réfugiée derrière l'idée d'un Etat fort. En 2000, un institut indépendant chargé de l'observation des problèmes sociaux et nationaux établissait que 80% de la population était favorable à l'idée que « la Russie avait besoin d'une main de fer ».

Les messages visant à dramatiser les rapports qu'entretient la Russie avec l'Occident trouvent donc un large public, appuyant l'action d'un gouvernement qui n'hésite plus à recourir à la violence d'Etat et au patriotisme.

3.2.2 Une économie fragile qui ne permet pas d'envisager l'avenir avec grand optimisme

La crise économique que continue de subir la Russie est très certainement la première cause de cette dérive totalitaire. Dans neuf régions de Russie, 75% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Dans ces conditions, les Russes tendent majoritairement aujourd'hui à se replier sur les problèmes de la vie quotidienne et se désintéressent d'un grand débat d'idée. Un consensus s'établit donc autour de messages simples traitant de valeurs patriotiques, sans toutefois mobiliser les ardeurs du plus grand nombre.

Dans certaines régions d'Asie centrale en revanche, les mouvements islamistes tirent grandement profit de cette pauvreté. Ils exploitent en effet les situations de détresse pour rallier à leur cause le plus grand nombre de fidèles possible. Ce phénomène participe au sentiment d'insécurité ressenti en Russie et contribue au sein de la population au développement de nouvelles tendances racistes et nationalistes.

Il est à craindre que cette situation ne trouve de solution dans un futur proche. L'économie russe peine en effet à se tertiariser et la reconversion des industries d'armement s'effectue péniblement. Aucune stratégie à long terme n'est mise en place concernant les enjeux pétroliers du Caucase qui représentent pourtant près de 30% de la manne financière de l'Etat. De même, le fossé s'est creusé avec l'Occident en matière de technologie, si bien que l'effort engagé pour développer la production de services ne progresse que lentement. Par ailleurs, la menace pesant sur le processus démocratique constitue un facteur aggravant qui tend indubitablement à dissuader les investisseurs étrangers.

La restauration de l'autorité de l'Etat doit, selon Vladimir Poutine, promouvoir la justice sociale et la prospérité économique. Des progrès ont été réalisés, mais l'économie russe demeure particulièrement fragile. Les conséquences sur la société sont importantes et pourrait à terme déstabiliser l'ensemble de la région, favorisant le retour d'expressions nationalistes.

3.2.3 La puissance des mafias

En dépit des efforts entrepris par le gouvernement pour renforcer le contrôle de l'économie privée et accroître le sentiment de sécurité au sein de la population, il convient d'admettre que les groupes mafieux conservent une influence et un pouvoir considérables sur la société russe.

Il est par ailleurs extrêmement difficile d'établir les limites des interactions entre les groupes mafieux et les instances dirigeantes. S'il est exact que les mafias sont combattues dans certains domaines, leur pouvoir est tel qu'elles continuent de constituer un groupe de pression important dont les ramifications dans le monde politique sont nombreuses. Le procureur général Fedorov, de Nijni-Novgorod, déclarait à ce sujet « qu'au Parlement fédéral, les criminels forment un lobby puissant ».

Les cartels en effet tirent leur puissance d'une richesse conquise lors de l'implosion de l'URSS en 1991. Les privatisations rapides et totalement chaotiques des ressources industrielles, minières et financières de la fédération de Russie leur ont permis de conquérir une position majeure au sein de l'économie russe. En 1997, Interpol estimait que le crime organisé contrôlait 40% du produit national brut de la fédération de Russie et dirigeait près de 2000 conglomérats multinationaux. Or, l'économie constituant l'un des principaux facteurs de puissance d'un Etat, il n'est pas surprenant que sa criminalisation déborde largement sur le monde politique. Certains bandits obtiennent ainsi à la fois accès au pouvoir et immunité diplomatique.

Les mafias continuent donc de constituer une source de préoccupation majeure en Russie. Elles aggravent en effet la désorganisation de la société, contribuent à décrédibiliser les gouvernements en place aux yeux du monde et affectent indubitablement les investissements étrangers. La dimension internationale de certains cartels représente de plus une source d'instabilité majeure pouvant menacer la paix mondiale.

3.2.4 Des impasses inquiétantes

Dans cette société désorganisée, principalement préoccupée par la gestion du quotidien, certains secteurs complètement délaissés peuvent générer de réelles menaces à l'échelle mondiale. La question sanitaire, l'écologie, le nucléaire ou encore le commerce des armes sont autant de domaines dans lesquels l'absence de contrôle pourrait générer une déstabilisation de la scène internationale.

L'absence de contrôle des exportations d'armement par exemple dans les années 90, n'est pas sans générer de grandes inquiétudes à l'échelle mondiale. Certes il existe depuis 2000 une agence d'Etat à la structure très formelle devant régir l'industrie et les exportations d'armement de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie, mais son pouvoir de contrôle reste faible. Dans les faits, les complicités d'entreprises voire d'Etats restent vives et les inquiétudes demeurent, sitôt que l'on considère la question de la technologie nucléaire.

Compte tenu des difficultés économiques et sociales de la Russie, on conçoit également que les problèmes liés à l'écologie ne constituent pas une priorité pour le gouvernement. La menace posée par le vieillissement des infrastructures industrielles et la désuétude des installations nucléaires dépasse en effet largement les frontières de la fédération de Russie. L'accident de la centrale Mayak de Tchéliabinsk en 1957, Tchernobyl en 1986 ou encore la situation catastrophique de la presqu'île de Kola, véritable dépotoir nucléaire, en témoignent. De très nombreuses rivières sont polluées et mettent en péril les réservoirs d'eau potable et domestique. Le déversement anarchique de déchets lourds enfin des sites industriels tend aujourd'hui à rendre impropre à la culture une grande partie des terres.

De même, la situation sanitaire de la Russie évolue de façon dramatique. La baisse de la natalité¹³, l'augmentation de la mortalité, la réapparition de maladies infectieuses et respiratoires devenues rarissimes en Occident¹⁴ permettent d'établir un bilan très pessimiste de la société russe.

La crise socio-économique que connaît la Russie génère donc de très nombreux effets pervers qui limitent indubitablement ses capacités d'évolution. Sur le plan géopolitique, nul

¹³ au delà de toute considération démographique, dans la région de l'Oural, 80% des grossesses sont pathologiques, 25% des accouchements présentent des complications

¹⁴ Diphtérie, tuberculose pulmonaire ...

doute que ces éléments affectent ses facteurs de puissance, ainsi que l'opportunité de retrouver une place de premier rang sur la scène internationale. Ces problèmes ne sauraient toutefois se limiter au seul territoire de la Fédération et constituent de ce fait des sources d'inquiétude majeures menaçant la paix mondiale.

3.3 La déshérence d'un demi-siècle de bipolarisme

Il est à noter enfin que ce retour à une « verticale du pouvoir » et à un régime autoritaire en Russie ne suscite pas de grande émotion chez de nombreux observateurs occidentaux. Bien au contraire, certains partagent à l'Ouest ce sentiment nostalgique d'une époque où les rapports de force s'inscrivaient de façon plus lisible à l'échelle internationale.

Deux idées permettent d'argumenter en ce sens.

Tout d'abord, la déviance totalitaire reprochée au gouvernement de Vladimir Poutine est considérée comme une concession acceptable à la réduction des sources d'instabilité décrites précédemment. La Russie demeurant une puissance régionale majeure, il est donc indispensable pour la paix mondiale qu'elle parvienne à résoudre avec autorité les problèmes internes qui pourraient la déstabiliser. Par ailleurs, une société assainie permettrait à la Russie de multiplier ses échanges commerciaux et d'attirer des investisseurs étrangers encore timorés.

Enfin, les systèmes politiques, économiques et même militaires des deux camps anciennement rivaux ont été bâtis dans le but de remporter un conflit majeur entre l'Est et l'Ouest. Les forces armées des puissances occidentales par exemple, sont aujourd'hui fondées, organisées et équipées selon des maquettes étudiées lors de la guerre froide. Certaines sont aujourd'hui démembrées au nom des économies relatives aux « dividendes de la paix ». Dans le même moment, leur efficacité est contestée par la multiplication de menaces asymétriques et de nouvelles missions pour lesquelles elles n'étaient pas préparées.

Paradoxalement, il apparaît donc que si le risque d'un conflit majeur, incroyablement destructeur, s'est effacé, des menaces plus diffuses et beaucoup moins contrôlables se sont multipliées. Or, le retour d'un Etat fort en Russie peut sans doute contribuer à en diminuer l'importance, tout en permettant le partage des efforts dans leur zone d'influence.

CONCLUSION

Il n'est aujourd'hui certainement pas raisonnable de présager le retour prochain d'un monde bipolaire, partagé comme il le fut pendant un demi siècle entre un camp occidental et un bloc eurasiatique dominé par la Russie. De même les valeurs libérales véhiculées par l'Occident ne s'opposent pas systématiquement à la façon dont les anciennes républiques soviétiques ont choisi de mener leur reconstruction. Pourtant, il serait erroné de passer sous silence l'extrême frustration ressentie par la Russie de ne plus être considérée comme une grande puissance mondiale et la réalité de la radicalisation très perceptible de sa vie politique intérieure.

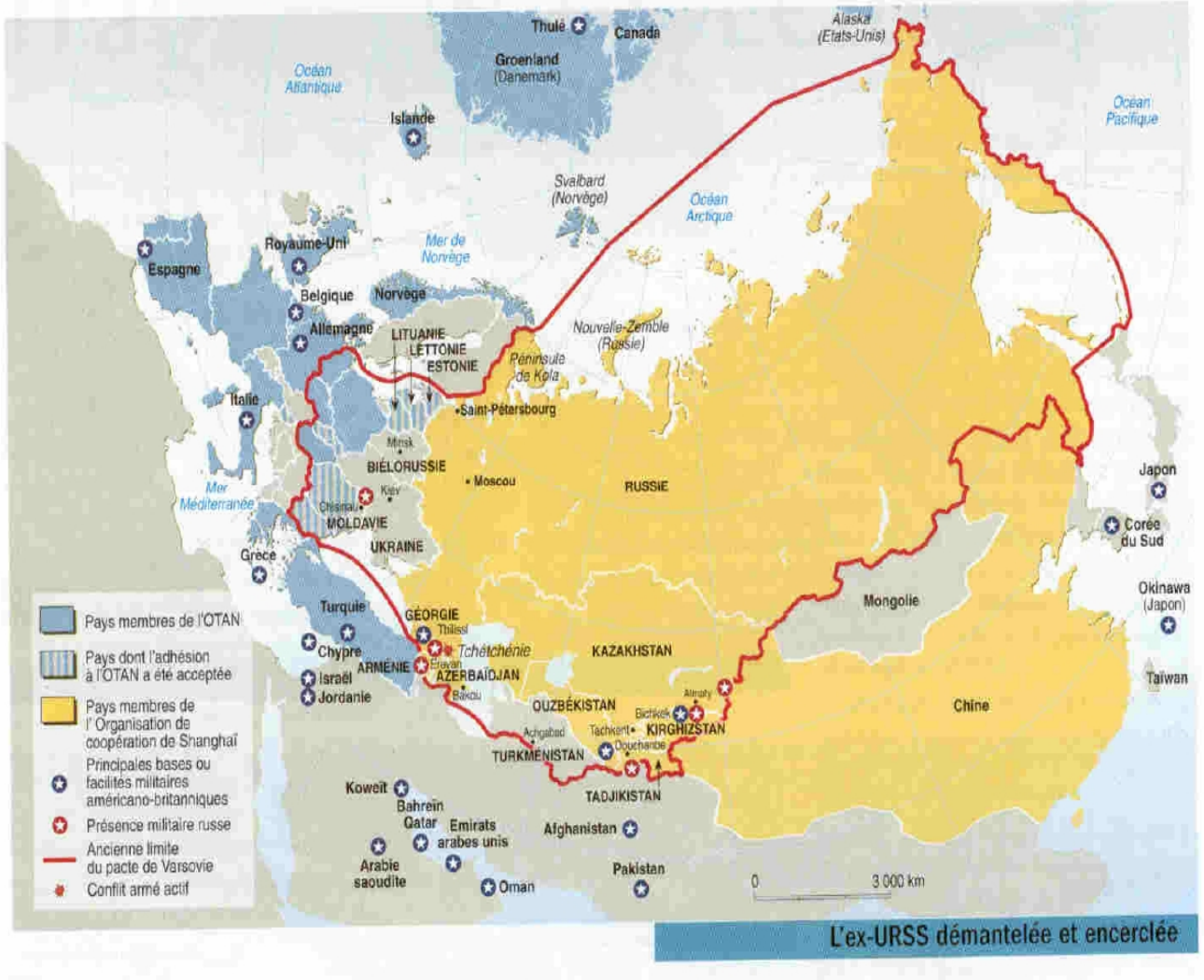
Sous l'impulsion de Vladimir Poutine, la Russie tend en effet à normaliser les relations qu'elle entretient avec ses anciennes périphéries, dans le but d'asseoir son rôle de puissance régionale. Concédant l'actuelle suprématie américaine tout en réagissant à la faiblesse de la volonté d'ouverture du camp atlantique, elle parvient habilement à restaurer son influence dans sa sphère de responsabilité directe. Il demeure néanmoins de graves incertitudes quant à la pertinence des méthodes employées pour recouvrir son autorité régionale. En effet, si la restauration d'un Etat fort en Russie constitue un gage de stabilité et de crédibilité internationale, la « verticalité du pouvoir » qui se met en place n'est pas sans rappeler les vieux démons de l'époque soviétique.

Bien plus que de la prétendue volonté impérialiste de la Russie, il convient donc aujourd'hui de s'inquiéter de cette dérive totalitaire, d'autant que la société russe, désorganisée et affligée par une économie qui peine à s'épanouir, constitue un terrain fertile à la résurgence de valeurs anciennes et à l'éclosion de multiples sources d'instabilité.

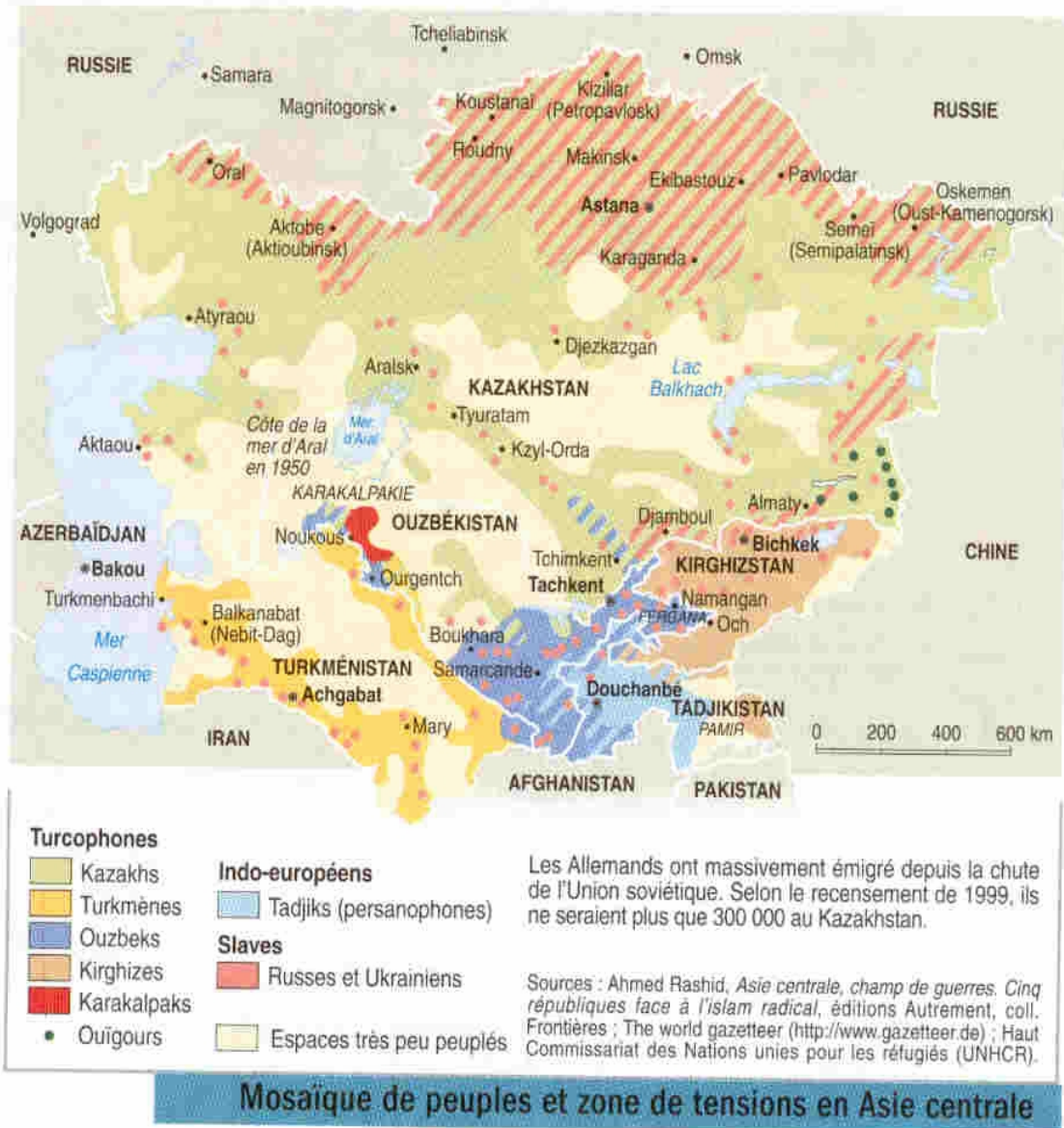
Seules l'observation et l'étude du nouveau mandat du président Poutine permettront d'apprécier la dangerosité de ce retour à l'ordre et de déterminer s'il représente effectivement une phase incontournable de la restructuration de la société russe, dans le but de jouer à terme et dans le respect des valeurs libérales un rôle majeur à l'échelon mondial.

ANNEXES

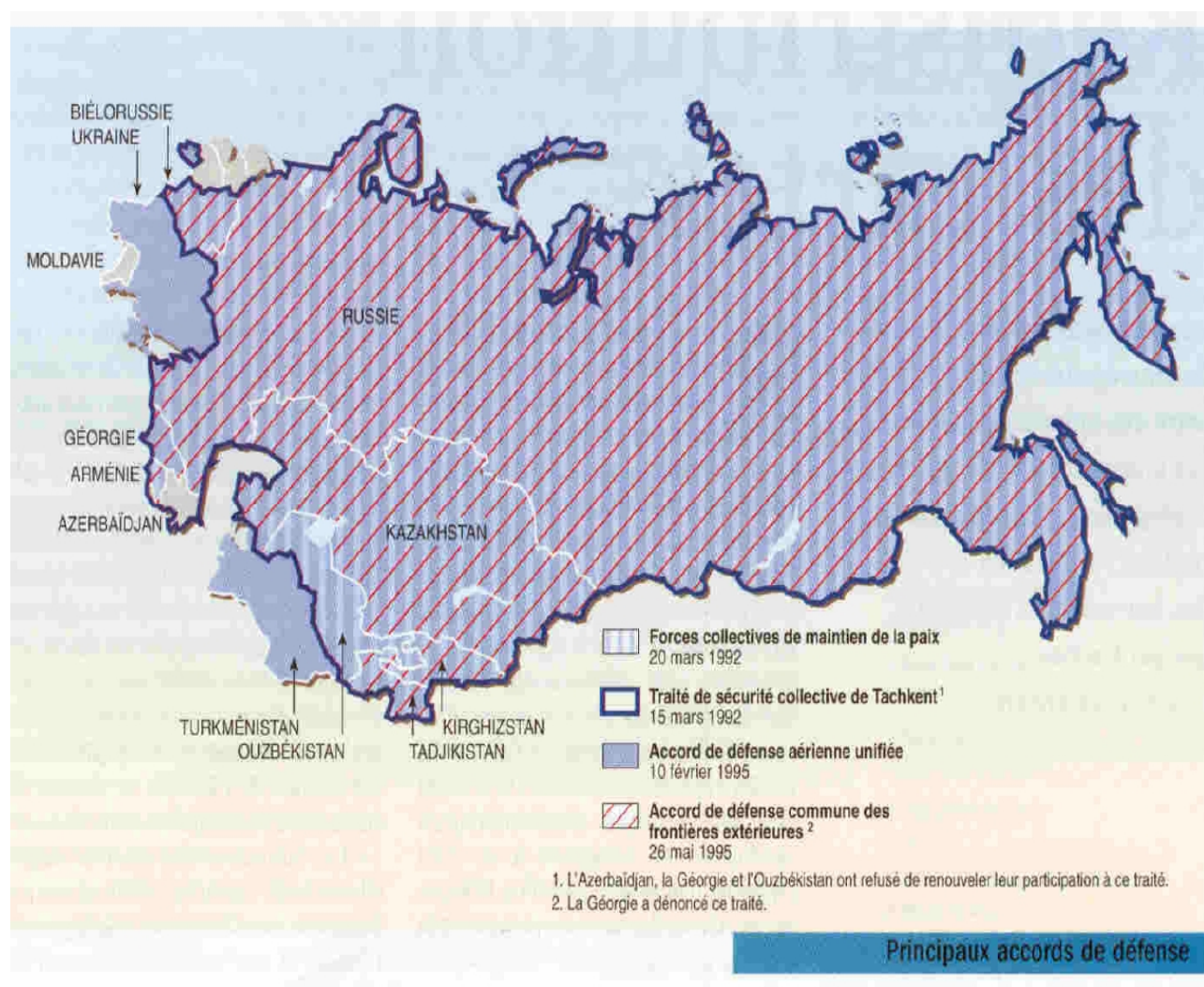
Annexe 1 / Carte de l'Asie centrale et proximité des forces de l'OTAN



Annexe 2 / Répartition géographique des minorités russophones, une mosaïque de peuples



Annexe 3 / Accords de défense et TSC



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- BREAULT Y., JOLICOEUR P. et LEVESQUE J. : La Russie et son ex-empire, 2003.
BRZEZINSKI Z. : Le grand échiquier, Bayard éditions.
CARRERE D'ENCAUSSE H. : La Russie inachevée, Paris, Fayard, 2000.
CHAUPRADE A.: Introduction à l'analyse géopolitique, Paris, Ellipse, 1999
DELCOUR, L. : La politique de l'Union européenne en Russie (1990-2000) : de l'assistance au partenariat ?, Paris : L'Harmattan, Logiques politiques, 2002.
ECKERT et KOLOSSOV : La Russie, Flammarion (Dominos),1999
FACON, I. : Les relations politiques et de sécurité entre la Russie et l'Union européenne, Paris : Fondation pour la recherche stratégique, Recherches et documents, 2002.
SAPIR. J. : Le chaos russe, La découverte, Paris 1996

PERIODIQUES:

Le courrier des pays de l'Est, n°1025, mai 2002.

L'économie politique, janvier 2004 :

- Gilles Favarel-Garrigues : Vladimir Poutine et la monopolisation du pouvoir
- Kathy Rousselet : Les ambiguïtés de la société russe

Cdrom DEGP Armée de Terre Edition 2003 / Questions internationales / préparation BSTAT

SITES INTERNET :

<http://www.monde.diplomatique.fr>

<http://www.courrierinternational.com>

Hélène Blanc : Le mal russe, du chaos à l'espoir

Isabelle Facon : Quelle Russie en 2001 ? , <http://www.diploweb.com>

Dimitri de Kochko : Démographie, écologie, santé dans la région de l'Oural

<http://fig-st-die.education.fr>

Jean-Christophe Romer, Ruptures et continuités stratégiques en Russie, <http://www.stratisc.org>

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	1
INTRODUCTION.....	2
1 LA RECONSTITUTION D'UN BLOC A L'EST EST PLUS QU'IMPROBABLE.....	3
1.1 L'EXPLOSION DU SYSTEME COMMUNISTE.....	4
1.2 L'EXPERIENCE DE LA COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS	5
1.2.1 Une volonté défaillante	5
1.2.2 Ambiguïtés et déclin de la Russie.....	6
1.3 UN INDENIABLE MANQUE DE COHESION	7
1.4 UNE REORIENTATION GENERALE VERS L'OUEST	8
2 POURTANT, FAUTE DE POUVOIR SAISIR PLEINEMENT L'ALTERNATIVE OCCIDENTALE, LA RUSSIE CHERCHE INDENIABLEMENT A RECOUVRER UNE INFLUENCE MAJEURE A L'ECHELON REGIONAL.....	11
2.1 LIMITES A CET « ECLATEMENT ANARCHIQUE » DE L'EX-BLOC DE L'EST ET REDEFINITION D'UNE POLITIQUE REGIONALE	11
2.1.1 Une barrière culturelle.	11
2.1.2 Une stratégie d'influence sur l'étranger proche qui évolue et fait l'objet de nombreux calculs	12
2.1.3 Des signes de reconstruction d'un ensemble cohérent à l'échelon régional	13
2.1.4 Quelles limites à « l' influence régionale » ?	13
2.2 UNE FRUSTRATION EXACERBEE ET ENTRETENU QUI ENCOURAGE LA DEMARCHE REGIONALE	15
2.2.1 Des espoirs déçus	15
2.2.2 Un Occident toujours méfiant voire offensif.....	16
2.3 UNE REDEFINITION DES FACTEURS DE PUISSANCE ET DE LA SPHERE D'INFLUENCE DE LA RUSSIE	18
2.3.1 De Eltsine à Poutine : reprise d'initiative de la Russie ?.....	18
2.3.2 Une politique étrangère mieux définie reposant sur l'habileté et la clairvoyance de Vladimir Poutine (post 11/09)	19
3 MAIS BIEN PLUS QUE LA RECONSTITUTION D'UN BLOC, CE SONT DES FACTEURS D'INSTABILITE INTERNES A LA RUSSIE QUI POURRAIENT A L'AVENIR REPRESENTER UNE MENACE A LA PAIX MONDIALE.	23
3.1 L'APPRENTISSAGE ET L'ESSOR DE LA DEMOCRATIE DANS LES PAYS DE L'EST SONT-ILS MENACES ?	23
3.1.1 Un passif historique	23
3.1.2 Un système politique contrôlé ne favorisant pas l'expression démocratique.....	24
3.1.3 La « dictature de la loi »	25
3.2 DES ENJEUX MAL MAITRISES ET UNE SOCIETE DESORGANISEE	27
3.2.1 Les ambiguïtés de la société russe	27
3.2.2 Une économie fragile qui ne permet pas d'envisager l'avenir avec grand optimisme.....	28
3.2.3 La puissance des mafias.....	29
3.2.4 Des impasses inquiétantes.....	30
3.3 LA DESHERENCE D'UN DEMI-SIECLE DE BIPOLARISME.....	31
CONCLUSION	32
ANNEXES	33
ANNEXE 1 / CARTE DE L'ASIE CENTRALE ET PROXIMITE DES FORCES DE L'OTAN	33
ANNEXE 2 / REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES MINORITES RUSSOPHONES, UNE MOSAÏQUE DE PEUPLES.....	34
ANNEXE 3 / ACCORDS DE DEFENSE ET TSC.....	35
BIBLIOGRAPHIE	36
TABLE DES MATIÈRES.....	37